

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 24/07/2023

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/07/2023

Partie nominative

HOLCIM BETON GRANULAT HAUT RHIN- HBGHR

LIEU DIT RITTY
68730 Blotzheim

Affaire suivie par : ALBECKER Hugues
Téléphone : 03 88 13 05 91
Courriel : hugues.albecker@developpement-durable.gouv.fr
Références : 0006700250_2023_07_19_HOLCIM_Ensisheim_VIIC PPC2023
Code AIOT : 0006700250

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 19/07/2023 de l'établissement HOLCIM BETON GRANULAT HAUT RHIN- HBGHR implanté HARTACKER HARTFELD ZERC2 68190 Ensisheim. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

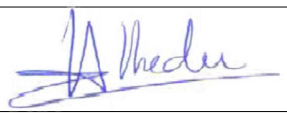
Les participants à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées, sont :

M. ALBECKER Hugues, Inspecteur de l'environnement

Les participants à l'inspection, hors inspection des installations classées, sont :

M. MAZUY Johan : Responsable Foncier Environnement

Le courriel d'échange avec l'administration est johan.mazuy@holcim.com

Rédacteur	Vérificateur	Approbatrice
		
L'inspecteur de l'environnement ALBECKER Hugues	L'inspecteur de l'environnement, Jérôme WALTISPERGER	Par délégation, L'adjointe à la cheffe de l'UD 68 Caroline BISSON

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 19/07/2023 de l'établissement HOLCIM BETON GRANULAT HAUT RHIN- HBGHR implanté HARTACKER HARTFELD ZERC2 68190 Ensisheim, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, conformément à l'article L. 171-8-I du code de l'environnement, il est proposé de **mettre en demeure** l'exploitant de respecter les prescriptions édictées, pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- Phasage d'exploitation - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2015 article : 1.3.1 - délai : 3 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure

Pour les constats « susceptibles de suites », l'exploitant doit, **dans les délais** impartis pour présenter ses observations, respecter les prescriptions concernées tout en transmettant à l'inspection des installations classées par courrier ou courriel, les justificatifs correspondants (selon les cas : commandes, services faits, étude, analyses, photos, etc.). **Dans le cas contraire, il pourra être proposé de mettre en demeure** l'exploitant de respecter les prescriptions édictées pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- Garanties Financières - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2015 article : 1.6.2
- Mesures ERC et échéances - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral Complémentaire du 08/07/2020, article : 3
- Suivi écologique - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2015 article : 1.11.1

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 24/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HOLCIM BETON GRANULAT HAUT RHIN- HBGHR

LIEU DIT RITTY
68730 Blotzheim

Références : 0006700250_2023_07_19_HOLCIM_Ensisheim_VIIC PPC2023
Code AIOT : 0006700250

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/07/2023 dans l'établissement HOLCIM BETON GRANULAT HAUT RHIN- HBGHR implanté HARTACKER HARTFELD ZERC2 68190 Ensisheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HOLCIM BETON GRANULAT HAUT RHIN- HBGHR
- HARTACKER HARTFELD ZERC2 68190 Ensisheim
- Code AIOT : 0006700250
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière est une gravière dont la dernière autorisation date du 14 octobre 2015. Cette autorisation est délivrée pour une durée de 30 ans. Elle concerne le renouvellement de la carrière historique (30,2 ha) et une partie en extension (3.95 ha).

Les vitesses moyennes d'exploitation prévues sont 90 000 t/an pendant les 10 premières années et 255 000 t/an par la suite.

L'autorisation inclut également une station de transit de matériaux pour 31 000 m2 (E).

Le jour de l'inspection, il n'y avait aucune activité sur le site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Phasage d'exploitation et mesures compensatoires (amphibiens)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Phasage d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 14/10/2015, article 1.3.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Garanties Financières	Arrêté Préfectoral du 14/10/2015, article 1.6.2	/	Sans objet
3	Mesures ERC et échéances	AP Complémentaire du 08/07/2020, article 3	/	Sans objet
4	Suivi écologique	Arrêté Préfectoral du 14/10/2015, article 1.11.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation de la carrière a pris du retard par rapport au phasage d'exploitation prévu.

Les mesures de compensations contrôlées lors de la visite (aménagements pour les amphibiens), ont été réalisées. Le suivi de ces aménagements (Ecologue) indique que celles-ci ne fonctionnent pas suffisamment (assèchement des mares).

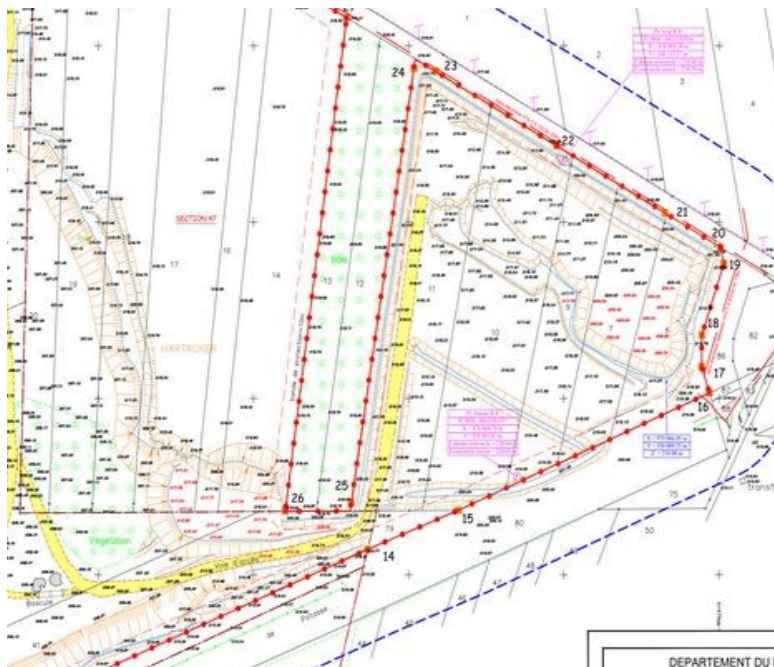
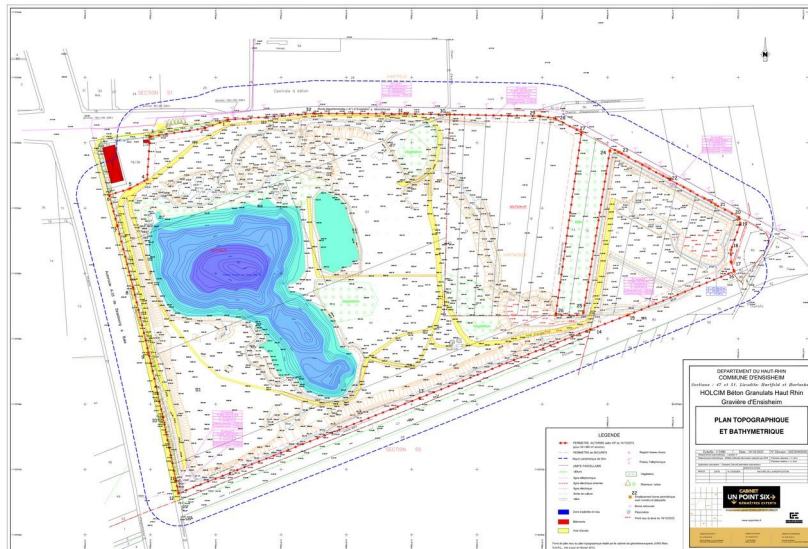
2-4) Fiches de constats

N° 1 : Phasage d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2015, article 1.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Respect du phasage d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée :

Constats : Le jour de l'inspection il a été constaté que le phasage d'exploitation n'est pas respecté.

Plan d'exploitation du 19/10/2022



La zone en extension (partie Est de la carrière au delà des 2 parcelles non incluses dans le périmètre autorisé) aurait dû être extraites à sec dans la première phase quinquennale (2015-2020). Le fond de fouille devrait être à 208 mNGF sur l'ensemble de la zone. La 2e phase quinquennale (2020-2025) devrait être entamée. En parallèle, le remblaiement de la zone en extension aurait dû être démarré également (remblaiement total de la zone prévu sur la durée globale de l'exploitation).

Il s'avère que la zone en extension est toujours en extraction. L'exploitant précise que les opérations de remblaiement ne sont pas démarrées. Aucun matériaux n'est encore rentré sur le site.

Ce constat constitue un non respect de l'article 1.3.1 de l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2015

susvisé.
Observations : Il y aura lieu pour le relevé des prochains plans de préciser les dates apparaissant dans le cartouche (date de relevé topographique, date de relevé bathymétrique, etc...).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Garanties Financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2015, article 1.6.2 et 1.6.5.															
Thème(s) : Risques chroniques, Garantie Financières															
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet															
<p>Prescription contrôlée : Article 1.6.2. MONTANT DES GARANTIES FINANCIERES La durée de l'autorisation est divisée en 6 périodes. A chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Le schéma d'exploitation et de remise en état en annexe de la demande d'autorisation d'exploiter présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.</p> <p>Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale pour chacune des périodes définies ci après est de :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Périodes réglementaires concernées</th><th>Montant en euros TTC</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>1ere période quinquennale</td><td>701 518</td></tr> <tr> <td>2eme période quinquennale</td><td>752 254</td></tr> <tr> <td>3eme période quinquennale</td><td>608 660</td></tr> <tr> <td>4eme période quinquennale</td><td>340 075</td></tr> <tr> <td>5eme période quinquennale</td><td>125 600</td></tr> <tr> <td>6eme période quinquennale</td><td>125 600</td></tr> </tbody> </table> <p>La référence de départ des périodes est la date de signature du présent arrêté préfectoral.</p> <p>L'indice TP dont il doit être tenu compte est à présent calculé sur la base de l'indice TP01 base 2010 qu'il convient de « raccorder » :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dernier indice TP01 base 2010 connus : 103,50 (Mars 2015) et coefficient de raccordement : 6,5345 ; soit un nouvel indice TP01 de 676,32 • taux TVA en 2015 : 20 %, • soit un coefficient α de 1, 10. <p>Article 1.6.5. ACTUALISATION DES GARANTIES FINANCIERES L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • tous les cinq (5) ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 base 2010 « raccordé » (voir coefficient de raccordement), • lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01 base 2010 « raccordé », sur une période inférieure à celles mentionnées à l'article 1.6.2, et ce dans les six (6) mois qui suivent cette augmentation. <p>Constats : L'exploitant dispose d'un acte de cautionnement du 26 mars 2020. * Durée de validité : du 18 mars 2020 au 17 mars 2025. * Montant cautionné : 803 301 €. L'acte de cautionnement disponible ne précise pas les modalités de calcul pour la mise à jour du montant. Il ne précise pas quelle valeur d'indice TP01 était disponible et a été utilisée au moment</p>		Périodes réglementaires concernées	Montant en euros TTC	1ere période quinquennale	701 518	2eme période quinquennale	752 254	3eme période quinquennale	608 660	4eme période quinquennale	340 075	5eme période quinquennale	125 600	6eme période quinquennale	125 600
Périodes réglementaires concernées	Montant en euros TTC														
1ere période quinquennale	701 518														
2eme période quinquennale	752 254														
3eme période quinquennale	608 660														
4eme période quinquennale	340 075														
5eme période quinquennale	125 600														
6eme période quinquennale	125 600														

de l'actualisation de ce montant de garantie financière.
Cependant, l'indice TP01 de mars 2020 était à 110,8. L'indice TP 01 aujourd'hui disponible est celui de mai 2023 et vaut 128,9. L'indice a donc augmenté de plus de 15%.
L'exploitant transmettra sous 15 jours les modalités de calcul du montant des garanties financières et en particulier la valeur de l'indice TP01 utilisée pour le calcul de mars 2020. Dans l'hypothèse, où la valeur de l'indice TP01 aurait augmenté de plus de 15 %, il transmettra un acte de cautionnement actualisé, dans le même délai.
Observations : Il est à noter que l'exploitant a fait renouveler son acte de cautionnement à l'échéance de la première phase quinquennale. Il est vraisemblable que le montant cautionné corresponde au montant de la deuxième phase quinquennale (défini à l'article 1.6.2. à l'AP) actualisé. L'inspection ne dispose pas du détail du calcul (cf constat ci-dessus). Le montant défini de la 2ème phase quinquennale prévu est supérieure à celui de la première phase. Le montant cautionné, quel qu'il soit (1 ^{ère} ou 2 ^e tranche quinquennale), couvre la situation réelle de la carrière dans son état actuel. A ce titre l'inspection n'émet pas d'observation particulière sur ce point. Cependant, l'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait qu'à l'échéance de cette 2ème phase quinquennale, en 2025, le montant de la 3ème phase quinquennale est inférieure aux 2 premières phases. Le phasage d'exploitation de la carrière ne sera certainement pas rattrapé et donc le montant défini en 2025 ne sera vraisemblablement pas suffisant au regard de l'état réel de la carrière. L'exploitant sera vigilant à cautionner le montant réellement nécessaire.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Mesures ERC et échéances

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/07/2020, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2023, Mesures de compensations (mares tritons et amphibiens)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : (...)
Mesures compensatoires Création de mares à amphibiens :
Six zones de mares à eau, flaques ou dépressions peu profondes (...), pour une surface totale de 0.45 ha. Mares à tritons Création de 280 m ² de mares en eau en bordure Nord-Ouest (Zone 3 en phase 1) et Sud-Est (zone 5 en phase 4) du plan d'eau final, déconnectées de celui-ci. Création de 670 m ² de mares en eau sur des terrains exploités à sec, au Nord-Ouest (Zone 1 en Phase 1) et à l'Est (zone 6 en phase 3).
Mares à amphibiens pionniers Création de 2090 m ² de mares peu profondes tout autour du plan d'eau final (zones 2 à 5)). Création de 1760 m ² de mares peu profondes sur des terrains exploités à sec, en partie Nord-Ouest (zone 1 en phase 1) et Est (zone 6 en phase 3) du site. (...)
Echéancier de création des mares de substitution :

création des mares de substitution en faveur des amphibiens.

	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Phase 4	Phase 5
	TO à TO + 5 ans	TO + 5 ans à TO + 10 ans	TO + 10 ans à TO + 15 ans	TO + 15 ans à TO + 20 ans	TO + 20 ans à TO + 25 ans
créée	Zone 1, 2 et 3 ou,	-	Zone 4 et 6	Zone 5	
de mares hase) en	320	0	450	180	0
de (cumulée)	320	320	770	950	950
de mares à phase) en	1250	0	2160	440	0
de mares à phase) en	1250	1250	3410	3850	3850

2 out 1 → 3 inches cap and
1 more when
2 out 3 → 1 more
2 out 2 → 2C
2 out 2 → 2C

Complexes de marais temporaires recréés dans
aux angles Nord-Ouest, Sud-Ouest et Sud-Est
du plan d'eau si déconnectés de celui-ci
par des marais (C)
= Zones de reproduction de substitution
du Crapaud calamite, voire du Crapaud vert
et du Sonneur à ventre jaune

Destruction des habitats si possible de
mi-septembre à mi-novembre (E)
= Travaux en dehors des périodes
de reproduction des espèces protégées
d'amphibiens

Création/Réhabilitation de haies et fruticées (C) = Axes de
circulation pour les espèces protégées d'arbres
forestiers (Pia-grèche écaillée, Crapaud vert,
Sonneur à ventre jaune, etc.)

Zone d'occupation
des Pissas ?

Zone 1
Zone 2
Zone 3
Zone 4
Zone 5
Zone 6
Zone 7
Zone 8
Zone 9
Zone 10
Zone 11
Zone 12
Zone 13
Zone 14
Zone 15
Zone 16
Zone 17
Zone 18
Zone 19
Zone 20
Zone 21
Zone 22
Zone 23
Zone 24
Zone 25
Zone 26
Zone 27
Zone 28
Zone 29
Zone 30
Zone 31
Zone 32
Zone 33
Zone 34
Zone 35
Zone 36
Zone 37
Zone 38
Zone 39
Zone 40
Zone 41
Zone 42
Zone 43
Zone 44
Zone 45
Zone 46
Zone 47
Zone 48
Zone 49
Zone 50
Zone 51
Zone 52
Zone 53
Zone 54
Zone 55
Zone 56
Zone 57
Zone 58
Zone 59
Zone 60
Zone 61
Zone 62
Zone 63
Zone 64
Zone 65
Zone 66
Zone 67
Zone 68
Zone 69
Zone 70
Zone 71
Zone 72
Zone 73
Zone 74
Zone 75
Zone 76
Zone 77
Zone 78
Zone 79
Zone 80
Zone 81
Zone 82
Zone 83
Zone 84
Zone 85
Zone 86
Zone 87
Zone 88
Zone 89
Zone 90
Zone 91
Zone 92
Zone 93
Zone 94
Zone 95
Zone 96
Zone 97
Zone 98
Zone 99
Zone 100

Déplacement, le cas échéant, des individus juvéniles de Crapaud
calamite depuis l'habitat de reproduction détruit vers ceux encore
en place ainsi que vers les habitats de substitution (C) = Maintien de la
reproduction de l'espèce protégée sur le site

Traie de gilet, les traies bois recrées à proximité
des zones de reproduction de substitution (C)
= Habitats terrestres d'hivernage et d'alvalage
de substitution du Crapaud calamite, voire
du Crapaud vert et du Sonneur à ventre

Légende:
Périmétrie du projet industriel
Géométrie réglementaire de 10 m
Courbe de niveau métrique et
courbe de niveau NGF
Courbe de niveau intermédiaire
Murs de réduction
(C) Murs de compensation
(D) Murs de bordure

Habitat actuel
Marais à Crapaud
calamite
Marais à Triton
Héméroscyllus
Marais temporaire

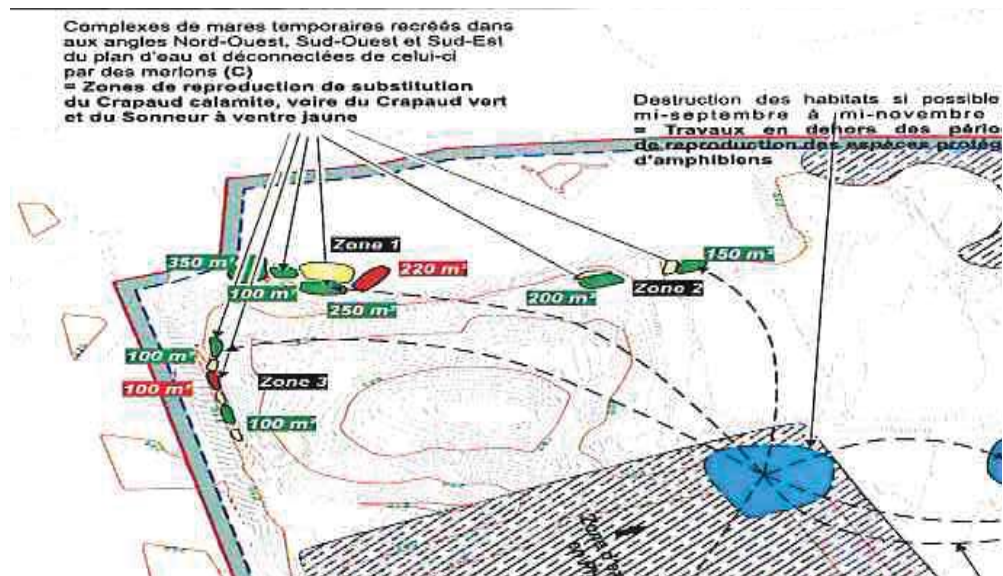
Adaptation du passage et du plan de circulation des engins
pour éviter des destructions d'espèces protégées (E)
+ Limitation des émissions de poussières ; aménagement
des pistes, limitation du débordement, réaménagement coordonné,
circulation en eau sur le renouvellement, évacuation des
matériaux par bandes transportées (E)
+ Procédure de traitement des engins, de collecte des
déchets, sans déchets, tous transférés sur réception
sanctifiée et kin des bassins à ciel ouvert (E)
+ Travaux préconisés de mi-septembre à mi-novembre,
en dehors des périodes de reproduction des espèces
protégées à effet (R)
+ Procédure d'urgence de traitement des pollutions
accidentelles et d'évacuation des terrains souillés (R)
+ Création d'habitats de substitution aux coins Nord et
Nord-Ouest pour les reptiles protégés (C)
+ Maintien de zones granuleuses à nu sur le terrain, favorables
aux reptiles et permettant la régénération du sol granulé (C)
+ Surtout des populations d'amphibiens et de reptiles, sans et
autres des habitats de substitution - Conversion de zones
prévues avec l'association Bufo (R)
+ Sans des populations d'espèces protégées et autres
des zones granuleuses et des haies (C)

MOLIM (Bassin Granulé) Plan-Min - Carrière d'Etiolles (03)
Demande de dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces
protégées et des habitats associés

Schéma de principe des mesures "ERECAS" relatives aux espèces
protégées et aux habitats associés

Sources : INRA, ONF, DREAL, DRIEA (Aix 2017)

Figure 15



(Extrait du dossier de demande de dérogation de décembre 2018)

Constats :

Le jour de la visite, il a été constaté que plusieurs aménagements ont été réalisés dans les zones 1, 2 et 3.

Hormis une mare de la zone 3, toutes les autres étaient sèches.



Mare située dans la zone 1



Mare située dans la zone 2



Mare située dans la zone 3

Le jour de l'inspection, l'ensemble des mares n'a pas été vu. L'inspection s'est bien rendu sur les 3 zones sans que le détail des aménagements n'ait été contrôlé. Le plan d'aménagement présenté ci-avant ayant été récupéré dans le dossier de dérogation postérieurement à la visite.

Dans un délai de 15 jours, l'exploitant justifiera des surfaces des aménagements mis en place.

Type de suites proposées : Susceptible de suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Suivi écologique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2015, article 1.11.1		
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi écologique		
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet		
Prescription contrôlée : (...)		
(...)	(...)	(...)
Suivi écologique	Suivi avifaune (3 suivis dans l'année) - suivi des migrations (septembre- fin octobre) concentré au niveau du plan d'eau,	Suivi avifaune : en 2018, 2021, 2024, 2027, 2030, 2033, 2036, 2039, 2042, 2045, 2047, 2050 et 2055. (tous les 3 ans pendant l'exploitation, puis à T+2, T+5 et T+10 à compter de la remise en état).
	- suivi des hivernants (décembre-janvier) concentré au niveau du plan d'eau,	
	- suivi de Printemps (mi-mai) qualitatif (vérification de la présence du Petit gravelot, Oedicnème criard et de la Pie grièche)	
	(...)	(...)
	Suivi des aménagements créés pour les amphibiens	Aménagements Nord-Ouest et Sud-Ouest : en 2018, 2019, 2020, puis en même temps que les suivis avifaune. Aménagements Sud-Est : 2023, 2024, 2025 puis en même temps que les suivis avifaune.
(...)	(...)	(...)
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis des bilans écologiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> * Suivi floristique, de l'avifaune, d'autres types de faune (odonates, mammifères et reptiles) et bois compensatoires (rapport de janvier 2022 "Suivi Ecologique 2021"), * Suivi des amphibiens et reptiles (rapport du 24 mars 2023 "Suivi des amphibiens et reptiles de la carrière "Hartacker" d'Ensisheim (68)"). <p>Le bilan écologique "Suivi Ecologique 2021" fait état de 2 passages pour le suivi des oiseaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> * le 28 avril 2021 (de jour et début de nuit) pour les oiseaux nicheurs précoces, * le 04 juin 2021 pour les oiseaux nicheurs (pas de précision sur un suivi diurne ou nocturne). <p>Dans un délai de 1 mois, l'exploitant expliquera pourquoi seul deux passages ont été réalisés en 2021 et non pas 3. Il expliquera également pourquoi les passages n'ont pas suivis les périodes fixées à l'article 1.11.1 de l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2015.</p> <p>Le bilan écologique "Suivi des amphibiens et reptiles de la carrière "Hartacker" d'Ensisheim (68)" fait état de 3 passages nocturnes (14 avril, 25 avril et 23 mai 2022) et de plusieurs passages diurnes en fin de printemps et durant l'été, sans en préciser le nombre.</p> <p>S'agissant des mares à amphibien, le rapport de suivi préconise plusieurs éléments :</p> <ul style="list-style-type: none"> * Zone 1 <p>Les mares de la zone 1 ont été étanchéifiées à l'argile. Cette mesure corrective faisait suite au constat de l'année précédente. Les mares étant sèches, l'étanchéification avait pour but d'y</p>		

<p>recueillir les eaux pluviales. Cette solution n'a pas fonctionné. Il est aujourd'hui préconisé de ne pas poursuivre cette pratique (assèchement de l'argile et apparition de craquelures).</p> <p>* Zone 2</p> <p>Il a été préconisé l'approfondissement d'une des mares. Bien que l'approfondissement ait été réalisé, la faible remontée du plan d'eau n'a pas permis de la mettre en eau.</p> <p>* Zone 3</p> <p>L'étude précise que dans cette zone, 2 mares ont été faiblement en eau. Elles sont les zones les plus favorables pour les espèces (crapaud commun, triton palme, triton ponctué, grenouille rieuse).</p> <p>Le suivi conclut que trop peu d'aménagements sont fonctionnels.</p> <p>Il a été constaté que les tentatives de reproduction du crapaud calamite ont été un échec. Une mare (1b) de la zone 1 contenait un fond d'eau en avril 2022. Des pontes/têtards (crapaud calamite) étaient présents, mais ont été détruits par l'assèchement trop rapide de la mare.</p> <p>Dans un délai de 1 mois, l'exploitant transmettra les éléments qu'il a mis en place ou qu'il envisage de mettre en place en 2023 et préconisés dans le bilan 2022, à savoir :</p> <p>* Le suivi des amphibiens et des reptiles (comme prévu à l'article 1.11.1 de l'AP du 14/10/2015),</p> <p>* la réalisation des mesures correctives (tassement des sols pour les mares 1c et 1d (Zone 1), réalisation d'un hibernaculum (désigné H1 dans le bilan écologique, ajout d'une mare "non réglementaire", etc...).</p>
<p>Observations :</p> <p>Concernant les mesures de gestion des aménagements, l'exploitant veillera à mettre en place les mesures préconisées (arrachage, fauches, etc...)</p> <p>Par ailleurs, les dispositions encadrant les mesures ERC sont encadrées par des dispositions de l'arrêté préfectoral du 14/10/2015 et par des dispositions de l'APC du 08/07/2020 (dérogation). Une mise en cohérence de ses dispositions devra être faite ultérieurement.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>